

Après la tuerie de Strasbourg, remonter aux causes !

Richard Labévière

Bernières-sur-Mer, 16 décembre.

La France est décidément un pays bien curieux ! Un jour on veut tuer du flic, un autre on applaudit et on embrasse les forces de l'ordre ! Faudrait savoir... et tendre vers des postures moins schizophréniques, plus cohérentes, sinon plus responsables. La défense du contrat républicain nécessite bien l'observation de quelques règles rousseauistes mais atteint toutefois ses limites lorsque les défenseurs eux-mêmes n'entendent plus rien... Vient alors le temps des jacqueries, inorganisées le plus souvent, incontrôlées, radicales avec son inévitable lot de violences exaspérées. C'est alors que les braves gens prennent peur !

Métaphysiquement, comme le professe le camarade Emmanuel Kant, tout être normalement constitué est spontanément en faveur de la paix perpétuelle donc contre la violence civile et politique, pour la justice sociale donc contre l'exploitation de l'homme par l'homme, pour le progrès donc contre les régressions obscurantistes. Mais, sur le plancher des vaches historiques, les événements se soumettent rarement à cet idéal abstrait qui persévère dans le ciel des idées... et, plus d'une fois qu'à son tour, la violence sociale pousse chômeurs, agriculteurs, retraités, intérimaires et autres déclassés des classes pauvres, moyennes et moyennement pauvres, à la marginalisation, la souffrance et parfois même au suicide.

Face à cette rhétorique dualiste qui oppose la violence du mal au souverain bien tellement plus acceptable, on peut comprendre l'agacement de Jean-Luc Mélenchon face au harcèlement journalistique l'appelant à « condamner la violence ! ». Quelle violence ? Celle qui quotidiennement mine et marginalise les plus petits, les plus faibles, ou celle qui se met soudainement en scène pour dénoncer les ravages de la première que plus personne n'entend ou veut entendre ? Dont acte, et que les journalistes arrêtent donc de nous servir une morale qui n'a même pas l'excuse d'avoir la beauté de celle de Kant !

Cela dit, à travers les étranges lucarnes des télés continues et des réseaux numériques dits « sociaux », les images d'une violence particulière chassent les autres. Et sur un claquement de doigts, le marché de Noël et les rues désertées du centre de Strasbourg ont recouvert le peuple des carrefours jaunis, avec un nouveau casting de « spécialistes de la spécialité » qui semblent tombés du ciel par une corde à foin... Oyez, oyez braves gens, le « terrorisme » est de retour ! On va vous expliquer comment ce nouveau malheur vient d'arriver... Un homme a foncé dans la foule en tirant tout en donnant des coups de couteau aux cris de *Allah Ouakbar* ! Dès les minutes qui suivent, les « experts » de BFM et des autres entreprises de décervelage continu de nous expliquer qu'on assiste à l'émergence d'un « terrorisme de nouveau type », d'un nouveau mode opératoire, d'une nouvelle configuration de menaces, blabla, blabla, etc.

A lui seul, le profil de Cheriff Chekatt raconte une histoire archi-connue... Agé de 29 ans, auteur de 67 délits et frappé de 27 condamnations- en France, en Allemagne et en Suisse -, le tueur était inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste depuis 2006, mais ne faisait pas partie des 4000 cas jugés les plus dangereux. Le moins que l'on puisse dire est qu'il aurait dû être approché depuis longtemps par les services compétents afin que ceux-ci identifient les ressorts de sa délinquance

récurrente et surtout soient à même d'évaluer si son parcours risquait de le pousser – logiquement, voire inexorablement – à la mise en scène d'une fin de carrière paroxystique : l'attentat-suicide aux cris d'Allah Ouakbar...

En la matière, les cas de Mohamed Merah, Amedy Coulibaly et des frères Kouachi (Chérif et Saïd) constituent les preuves aveuglantes de la perméabilité organique qu'on peut observer entre la délinquance ordinaire et un « terrorisme *low-cost* » qui ne date pas d'aujourd'hui. Quitte à multiplier les actes de banditisme, autant le faire au nom d'une cause, la plus sidérante possible et la plus médiatisée possible, avec l'assurance de mourir « célèbre ». Qui retient le nom des victimes de la guerre des gangs de Marseille ou de Grenoble ? Personne !

Comme l'écrit magistralement Farhad Khosrokhavar : « Les nouveaux terroristes ne connaissent pas bien l'islam, ou pratiquent un fondamentalisme que l'Etat français interprète comme une radicalisation alors qu'il ne porte pas d'intention violente (on connaît fort peu de cas de fondamentalistes ayant pris un virage jihadiste). Ils sont également habités par un profond sentiment de stigmatisation du fait de leurs origines étrangères (la famille de Chekatt est originaire d'Afrique du Nord) et de leur implication dans des affaires criminelles ou des actes de délinquance. Ils sont souvent issus des quartiers populaires, voire des habitats sociaux (c'est le cas de Chekatt), qui relèvent de ce que j'ai appelé « l'urbain jihadogène », c'est-à-dire des endroits qui favorisent la radicalisation ».

Au moins, le nom de Cheriff Chekatt a pu atteindre ainsi très vite une notoriété planétaire. Même si celle-ci n'a duré que quelques jours – le gamin n'est quand même pas Ben Laden ! -, mais cette soudaine célébrité est assurée de tracer au moins une ligne dans les pages les plus sombres de l'histoire du terrorisme contemporain. Par conséquent, cette dernière affaire strasbourgeoise illustre l'interface – connu et redondant – entre les petite, moyenne, grande délinquances et l'extension d'un *terrorisme low-cost* qui met en scène des paumés déclassés, plus ou moins psychiatisés, engagés dans des fuites en avant sans retour, espèces de *Bonnie and Clyde* du pauvre. Ces « cas » n'ont jamais mis les pieds, ni au Proche-Orient, ni le plus souvent en dehors d'un périmètre restreint (en l'occurrence une région transfrontalière entre Strasbourg, l'Allemagne, la Suisse et la prison).

Par conséquent, le *road-movie* de Cherif Chekatt nous fait remonter à une première cause du terrorisme actuel : celle de nos propres dysfonctionnements sociaux, économiques, sinon culturels endogènes – oui -, que nous produisons nous-mêmes ! Depuis des décennies se pose la question des quartiers dits « sensibles », aux mains de tribus qui en interdisent l'accès aux sapeurs-pompiers, voire même à la police, comme à toute personne extérieure à des territoires délimités par des trafics en tous genres, des pouvoirs locaux auto-proclamés, émergés de cristallisations communautaro-confessionnelles et/ou criminogènes.

Ensuite, les différentes logiques de radicalisation derrière les barreaux – elles aussi étudiées dans le détail par Farhad Khosrokhavar¹ – sont restées sans réponse. Proposées par un grand juge anti-terroriste en 2002, des structures *ad hoc* d'un « renseignement carcéral » sont restées sans suite faute de moyens.

Enfin – en bout de course et devenue le déversoir de toute la déglingue sociale – l'école républicaine se débat dans une crise profonde n'étant plus en mesure de reproduire les règles minimales du « vivre ensemble ». Considérés comme « ringards », les cours d'instruction civique ont été supprimés. Ceux d'histoire et de géographie privilégient désormais une participation aussi ludique qu'approximative, éloignée des savoirs rationnels. La chronologie événementielle a été bannie des programmes et, parler de Jeanne d'Arc,

Rousseau et Voltaire n'est plus vraiment recommandé par les inspecteurs d'Académie...
Comment en est-on arrivé là ?

En 1997, la suppression du service national a accentué l'abîme de désidentification à la nation, sinon celui de la haine de soi. Les financiers de Bercy ont tordu le bras de Jacques Chirac qui s'est laissé faire : la conscription coûte trop chère ! Former des appelés douze mois durant pour ensuite les lâcher dans la nature n'était à l'évidence pas d'un bon rapport. Mais pourquoi n'avoir pas professionnalisé seulement les secteurs les plus pointus de la Défense, tout en conservant un service national réadapté aux besoins des sapeurs-pompiers de France, des Eaux et Forêts et d'autres secteurs d'intérêt général dans lesquels les jeunes du pays auraient pu se mélanger et apprendre quelques valeurs communes, dont le goût du travail bien fait ?

Ne parlons pas de la presse et de ses rapports incestueux avec la violence terroriste qui ne datent pas d'aujourd'hui, mais dont les porte-micros des télévisions ou radios « en continue » sont devenus de véritables propagandistes, sinon des attiseurs de haine... Depuis des années l'auteur de ces lignes et plusieurs collaborateurs de *prochetmoyen-orient.ch* insistent sur les « causes endogènes », les causes internes du terrorisme générées par nos anomalies sociales, nationales et internationales- autant de régressions convergentes qui font du terrorisme contemporain la face cachée de la mondialisation².

Après comme avant la tuerie de Strasbourg, il nous faut systématiquement remonter à deux causes basiques. En premier il convient de rappeler qu'Oussama Ben Laden lui-même, comme la plupart de ses héritiers de *Dae'ch* et d'autres factions islamistes, ont été allaités – dès le plus jeune âge – à l'idéologie des *Frères musulmans* qu'une longue colonne d'idiots utiles continue de louer comme les porte-voix d'une gentille démocratie-chrétienne de l'Islam. A continuer ainsi à flatter ces « islamistes modérés » à qui l'on a confié la formation des imams de France (comme par exemple à Château-Chinon), relève d'une cécité insensée.

Un autre déni de réalité continue à épargner la « dictature protégée » saoudienne. L'hérésie wahhabite, qui constitue la deuxième source d'inspiration des jihadistes contemporains (du terrorisme classique à ses expressions *low-cost*), demeure l'idéologie officielle de l'Arabie saoudite et du Qatar, s'exportant dans le monde entier comme doctrine dominante de l'Islam sunnite. Et c'est au nom de cette idéologie que Riyad et Doha continuent à financer les mosquées les plus radicales d'Europe et quelques centaines d'écoles coraniques clandestines (parfaitement identifiées mais qu'on laisse fonctionner, notamment en France). Il s'agit de ne pas mécontenter les gros clients en armements et en infrastructures du Golfe... D'autant que les services français de renseignement savent parfaitement que ces mêmes pays financent et arment les bandits qui ciblent quotidiennement nos soldats engagés dans la bande sahélo-saharienne, justement pour y éradiquer l'Islam radical. Comme disait Laurent Fabius : « les p'tits gars de *Jabhat al-Nosra* (Al-Qaïda en Syrie) font du bon boulot... » n'est ce pas...

N'insistons pas davantage sur le Qatar qui finance des chercheurs français en géopolitique, stratégie et relations internationales ayant pignon sur rue...

Un jour peut-être, quelques historiens éclairés nous expliqueront les raisons de cette schizophrénie typiquement française, l'argent n'étant certainement pas le seul mobile d'une telle posture mortifère. Toujours est-il que les « fichés S » pourraient être mieux sélectionnés et suivis. Mais là encore, nous expliquent nombre de policiers : « on manque de

moyens. Pour mener des écoutes et des filatures efficaces, il faut des hommes et des véhicules qui nous font cruellement défaut... ».

La tuerie de Strasbourg a été revendiquée par *Dae'ch* (organisation « Etat islamique ») aussitôt la mort de Cherif Chekatt officiellement confirmée... Aucun journaliste ne s'est demandé pourquoi ! Pris vivant, des fois que le gamin aurait nié toute relation avec *Dae'ch* pour se revendiquer de la Qaïda au Maghreb islamique ou de la Péninsule arabique... comme ont pu le faire les frères Kouachi et d'autres...

La bonne nouvelle est qu'à revendiquer tout et n'importe quoi, même des faits les plus divers, *Dae'ch* exprime sa propre déshérence !

Richard Labévière

17 décembre 2018

¹ Farhad Khosrokhavar : *Quand Al-Qaïda parle – Témoignages derrière les barreaux*. Editions Grasset, 2006.

² Richard Labévière : *Terrorisme, face cachée du terrorisme*. Editions Pierre-Guillaume de Roux, novembre 2016.